

ALLIANCE ÉLECTORALE DES ISLAMISTES

L'initiative de Menasra échoue

L'initiative de listes communes des partis islamistes lancée par le Front du changement semble ne pas aboutir au vu du refus des partis sollicités dans ce sens. Le parti ouvre, ainsi, sa proposition à d'autres courants politiques.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Le Front du changement a entériné le mot d'ordre de participation aux prochaines élections législatives. Lors de sa dernière session tenue samedi dernier, son conseil consultatif national a également exprimé sa disposition à «nouer des alliances qui sauvegardent l'intérêt national et vont avec les objectifs du front».

Le parti a, pour rappel, proposé dernièrement, au MSP (Mouvement de la société pour la paix) et au Mouvement El-Binaa, l'idée d'une alliance nationale avec un projet politique. «Ces

deux partis s'inspirent de la même école que nous, celle du cheikh Nahnah», souligne son président, Abdelmadjid Menasra.

Une initiative qui a essuyé un rejet de la part du parti de Mustapha Belmehdi et celui à demi-teinte de Abderrezak Mokri. «Le mouvement El-Binaa, a rejeté notre proposition sans présenter aucun argument, alors que le conseil consultatif du MSP a exprimé son adhésion et donné le feu vert aux structures de base de wilayas pour étudier l'opportunité d'alliances locales», précise-t-il. Des bureaux de wilaya dont la



Abdelmadjid Menasra, président du Front du changement.

majorité restent réticents en raison d'une «évaluation négative» de la précédente expérience,

celle de l'alliance de l'Algérie verte scellée entre le MSP, le Mouvement Ennahda et le

Mouvement Islah, à l'occasion des élections législatives et locales de 2012. Une alliance qui a vécu le temps d'une mandature. A cet effet, Abdelmadjid Menasra affirme qu'une rencontre est prévue entre la direction de son parti et celle du MSP afin, dit-il, d'«étudier ce dossier, les mécanismes nécessaires et comment le concrétiser à travers les wilayas».

A travers son initiative, le président du Front du changement aspirait à une «alliance nationale avec un projet politique qui projetait d'aller vers une fusion entre les trois partis». Aujourd'hui, son parti se contente de rester ouvert à toutes autres «alliances possibles» avec les partis nationaux et démocrates ayant une «proximité politique».

Ry. N.

PROJET DE LOI FIXANT LES HAUTES FONCTIONS INTERDITES AUX BINATIONAUX

Le texte adopté dans sa première mouture

Le projet de loi fixant la liste des hautes responsabilités de l'Etat et des fonctions politiques, dont l'accès requiert la nationalité algérienne exclusive, a été adopté, hier, par les députés.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Un texte qui a été avalisé dans sa version originelle, celle présentée par le gouvernement, puisque de la multitude d'amendements, 14, présentés par les députés de l'opposition, ceux du PT notamment, aucun n'a eu l'assentiment des membres de la commission des affaires juridiques, administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale (APN).

Des propositions d'amendements visant, notamment, l'élargissement de ces hautes responsabilités de l'Etat et des fonctions politiques, dont l'accès requiert la nationalité algérienne exclusive, à d'autres fonctions, comme les walis, les ambassadeurs et les consuls,... Un ou deux amendements ont même suggéré que certaines de ces hautes fonctions et responsabilités soient l'apanage exclusif des détenteurs de la nationalité algérienne d'origine. Et ces amendements n'ont pas suscité l'adhésion des députés du RND dont le chef du groupe parlementaire à l'APN s'est pourtant dit «disponible» à étudier la possibilité d'élargir le listing retenu par ledit projet de loi, comme les ambassadeurs ou encore les walis. «On verra selon la tendance des débats et des propositions des uns et des autres. Si l'on estime, parmi la majorité des députés, nécessaire l'élargissement de cette liste à d'autres postes et fonctions, on n'y voit pas d'inconvénient», soutenait, en effet, Mohamed Guidji, la semaine dernière lors des débats autour dudit projet de loi.

Cela dit, le texte a été avalisé par l'ensemble des députés présents, y compris ceux du PT et de l'Alliance de l'Algérie verte. Ne manquaient à l'appel que ceux du FFS qui, dans leur

logique de boudier tous les projets de lois de mise en conformité avec la Constitution amendée en février dernier, étaient absents.

Un texte qui limite ainsi les postes concernés par cette interdiction imposée aux Algériens titulaires d'une deuxième nationalité à ceux du président du Conseil de la nation, du président de l'APN, du Premier ministre, du président du Conseil constitutionnel, des membres du gouvernement, du Secrétaire général du gouvernement, du Premier président de la Cour

suprême, du président du Conseil d'Etat, du gouverneur de la Banque d'Algérie, des responsables des organes de sécurité, du président de la Haute instance indépendante de surveillance des élections, du Chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, des commandants des Forces armées et des commandants des Régions militaires.

Les députés qui ont eu à avaliser également le projet de loi relatif à l'état civil, devront, aujourd'hui mardi, entériner le tant controversé projet de loi relatif à la retraite.

D'ailleurs, les débats, avant-hier dimanche, autour dudit texte se sont déroulés en concomitance avec un sit-in houleux tenu



Le texte a été avalisé par l'ensemble des députés.

par l'Intersyndicale de la Fonction publique, non loin de l'hémicycle parlementaire, pour dénoncer l'annulation de la

retraite anticipée et celle sans condition d'âge qu'il suggère.

M. K.

AFFAIRE DES FUITES AU BAC

La justice relaxe les trois cadres de l'Onec

Ajourné d'une semaine, le verdict du procès de l'affaire des cadres de l'Onec (Office national des examens et concours) a été rendu hier, à la grande joie des mis en cause mais aussi de leurs parents et proches. Ainsi, le tribunal correctionnel de Sidi M'hamed a prononcé trois relaxes et une condamnation à trois années de prison ferme.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - A l'annonce du verdict, la salle d'audience, pleine à craquer en la circonstance, a vécu une ambiance particulière. Youyous et applaudissements ont marqué la fin du procès d'une affaire qui a tenu en haleine l'opinion publique. En effet, la présidente du tribunal a prononcé la relaxe au profit des trois inspecteurs, dont le chef de centre et a prononcé la condamnation à trois années de prison ferme à l'encontre d'un fonctionnaire qui avait reconnu les faits



Un procès riche en rebondissements.

qui lui ont été reprochés par la justice. Pour rappel, le jugement de l'affaire des cadres de l'Onec, dans laquelle quatre personnes sont poursuivies pour ce qui est appelé le «scandale des fuites du baccalauréat 2016» était riche en émotions mais aussi en rebondissements. Toutefois, la question qui reste posée est celle de savoir d'où sont parties ces fuites des sujets du baccalauréat de juin 2016. Le procureur de la République, qui a requis des

peines de 4 à 7 ans de prison ferme à l'encontre des quatre mis en cause, n'a avancé aucun argument pour justifier ses demandes. Un réquisitoire qui avait duré dix minutes, en se référant exclusivement aux P-V de la police judiciaire et de l'instruction.

L'accusation, faut-il le rappeler, avait requis à l'encontre des quatre mis en cause des peines allant de sept à quatre années de prison ferme. L'audition de l'ex-directeur général ou encore l'inter-

vention de l'ex-inspecteur de physique, M. Nadjib Yaïche, avaient plongé la salle dans une consternation totale. Le procureur de la République et même la présidente d'audience arrivaient difficilement à retenir leurs émotions.

«Cette accusation me torture profondément. J'étais à deux mois de mon départ à la retraite et après 31 ans de loyaux services envers mon secteur, je me retrouve derrière les barreaux, entre quatre murs, privé de ma liberté. Dans cette histoire de fuite, mes collègues et moi-même sommes loin de toutes ces accusations», conclut l'ex-inspecteur de physique de l'éducation nationale.

De tous les intervenants, seul l'agent A. Abdelkrim avait reconnu avoir dissimulé des sujets de physique. Pris en flagrant délit par la caméra de surveillance, le mis en cause a reconnu les faits qui lui ont été reprochés par la justice, mais il dira qu'il «ne les a jamais fait sortir». C'est ce dernier qui a été condamné à trois années de prison ferme.

A. B.